

Art. 6. — Le directeur de la qualité et de la sécurité industrielles est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 octobre 1979.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur de la qualité
et de la sécurité industrielles :
L'ingénieur en chef des mines,
A.-C. LACOSTE.

Taxes perçues en matière de brevets d'invention et de certificats d'utilité.

Rectificatif au *Journal officiel* du 23 septembre 1979 (N. C. 221) : page 3044, 2^e colonne, tableau annexe, en regard de : « Taxe de présentation d'une requête en poursuite de la procédure (art. 98 [7^e] du décret précité) », ajouter : « 200 F ».

MINISTRE DES TRANSPORTS

Courtiers maritimes interprètes et conducteurs de navires.

Par arrêté du ministre des transports en date du 27 septembre 1979, M. Assier de Pompignan (Alain, Louis, Marie, Joseph) est nommé courtier interprète et conducteur de navires à Fort-de-France (Martinique), en remplacement de M. Assier de Pompignan (Paul, François, Henri), démissionnaire en sa faveur.

M. Assier de Pompignan (Alain) est autorisé à interpréter la langue anglaise.

MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Organisation et fonctionnement des associations sportives dans les collèges et les lycées.

Le ministre du budget, le ministre de l'éducation, le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport, et notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 73-863 du 7 septembre 1973 modifié relatif à l'organisation des activités sportives scolaires et universitaires et à la participation des professeurs et maîtres d'éducation physique à ces activités ;

Vu l'arrêté du 10 septembre 1973 relatif aux taux et conditions d'attribution de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 3 du décret n° 73-863 du 7 septembre 1973,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — La participation des enseignants à l'association sportive de l'établissement peut être, à leur demande, comprise dans leur service hebdomadaire. Cette participation correspond à un après-midi hebdomadaire d'entraînement ou de compétition, fixé en principe le mercredi, pendant vingt-six semaines de l'année scolaire, les autres séances étant consacrées à l'organisation de l'association. Elle entraîne une réduction de deux heures du service hebdomadaire consacré à l'enseignement de l'éducation physique et sportive.

Art. 2. — Le chef d'établissement approuve le programme de l'association sportive et le porte à la connaissance des élèves et de leurs parents deux semaines après la rentrée scolaire.

Art. 3. — La séance hebdomadaire consacrée à l'association sportive peut être reportée à une autre journée de la semaine, à condition que ce report soit consigné dans le cahier de l'association sportive.

Art. 4. — Une vacation est attribuée aux enseignants qui participent à une compétition ou à un entraînement organisés dans le cadre de l'union nationale du sport scolaire lorsque cette séance n'est pas comprise dans les vingt-six séances prévues à l'article 1^{er}.

Art. 5. — Une vacation complémentaire est attribuée aux enseignants lorsque la compétition entraîne un déplacement hors du département.

Art. 6. — Les vacations prévues aux articles 4 et 5 sont payées trimestriellement sur les crédits correspondants mis en place par les directeurs départementaux de la jeunesse, des sports et des loisirs, en fonction du programme des établissements et du calendrier des compétitions organisées par l'union nationale du sport scolaire.

A la fin de l'année scolaire, le chef d'établissement arrête le compte exact du temps consacré par chaque enseignant à l'association sportive de l'établissement et le montant des vacations dues pour les séances effectuées au-delà du service de l'enseignant.

Art. 7. — Les activités de l'association sportive et la participation des enseignants sont contrôlées par l'intermédiaire du cahier de l'association sportive. Ce cahier est visé chaque semaine par le chef d'établissement et présenté à chaque réunion du conseil d'établissement ainsi qu'à toute personne habilitée.

Art. 8. — Le cahier de l'association sportive comporte deux parties :

Un tableau de l'organisation générale de l'association sportive pour l'année scolaire en cours ;

Des tableaux hebdomadaires retraçant l'encadrement effectué par chaque enseignant en fonction des catégories d'âge, du nombre d'élèves, des sports pratiqués, du lieu d'entraînement et des horaires proposés.

Art. 9. — Le tableau de l'organisation générale comporte :

Le nom des enseignants d'éducation physique et sportive et les options qu'ils ont choisies ;

Le nom des élèves pratiquant une activité sportive et licenciés à l'union nationale du sport scolaire ;

Les sports pratiqués, par catégorie d'âge, et la nature des compétitions.

Art. 10. — Les tableaux hebdomadaires font apparaître, pour chaque enseignant, les prévisions d'activités et les résultats des compétitions.

Art. 11. — Afin d'assurer une bonne information des élèves, les tableaux hebdomadaires font l'objet d'un affichage dans l'établissement.

Art. 12. — Le directeur des lycées et le directeur des collèges au ministère de l'éducation et le directeur de l'éducation physique et des sports au ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 octobre 1979.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,
JEAN-PIERRE SOISSON.

Le ministre du budget,
MAURICE PAPON.

Le ministre de l'éducation,
CHRISTIAN BEULLAC.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
JACQUES DOMINATI.

MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Budget de l'établissement public du musée du XIX^e siècle.

Par arrêté du ministre du budget et du ministre de la culture et de la communication en date du 5 octobre 1979, les prévisions de recettes et de dépenses de l'établissement public du musée du XIX^e siècle sont majorées d'une somme de 456 068,98 F pour l'exercice 1978.

Par arrêté du ministre du budget et du ministre de la culture et de la communication en date du 5 octobre 1979, les prévisions de recettes et de dépenses de l'établissement public du musée du XIX^e siècle sont majorées d'une somme de 458 627 F pour l'exercice 1979.

Concours réservé pour le recrutement de conservateurs des fouilles archéologiques.

Par arrêté du ministre de la culture et de la communication et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre en date du 9 octobre 1979, est autorisée l'ouverture d'un concours réservé en vue du recrutement de trois conservateurs des fouilles archéologiques.

Ce concours est réservé :

Aux agents contractuels du ministère de la culture et de la communication et du centre national de la recherche scientifique affectés au service des fouilles archéologiques ;

Aux autres agents du ministère de la culture et de la communication justifiant à la date du concours de trois années au moins de service permanent dans les mêmes fonctions et de l'un des diplômes prévus à l'article 5, paragraphe a, du décret n° 76-840 du 25 août 1976 modifié.

Un arrêté ultérieur du ministre de la culture et de la communication fera connaître les dates des épreuves et les dates de clôture des inscriptions.

NOTA. — Tous renseignements peuvent être obtenus au ministère de la culture et de la communication (direction de l'administration générale, sous-direction du personnel et des statuts, bureau des concours), 3, rue de Valois, 75042 Paris CEDEX 01.